



PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINT-LÉGER-AUX-BOIS

09U23

Rendu exécutoire
le

Modification simplifiée n°1

ACTES ADMINISTRATIFS

Date d'origine :
Octobre 2025

0

PLU approuvé le 23 mai 2017 et modifié le 24 février 2020. Études initiales réalisées par MT Projets

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 - APPROBATION - Dossier
annexé à la délibération communale du 24 octobre 2025

Urbanistes :

Mandataire : ARVAL

Agence d'Urbanisme ARVAL
Sarl MATHIEU - THIMONIER - CARRAUD
3 bis, Place de la République - 60800 CREPY-EN-VALOIS
Téléphone : 03 44 94 72 16 - Fax : 03 44 94 72 01
Courriel : Nicolas.Thimonier@arval-archi.fr

Equipe d'étude :

N. Thimonier (Géog-Urb) ; M. Danse (Géog-Urb)

Département de l'OISE
Arrondissement de COMPIEGNE
Canton de THOUROTTE

Commune de SAINT-LEGER-AUX-BOIS

Séance du 24 Octobre 2025

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2025 – 11

Date de convocation : 24 Octobre 2025

Date d'affichage : 28 Octobre 2025

Nombre de conseillers en exercice : 11

Nombre de conseillers présents : 7

Nombre de procurations : 4

Objet de la délibération :

**Modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme
APPROBATION**

L'an deux mil vingt-cinq, le vendredi vingt-quatre, à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur **Sylvain BERTRAND, Maire**.

Membres présents : Mesdames et Messieurs BERTRAND-DEMAY- JOOS-GOUBET-JOOS-MARTIN STASZEWSKI-SMUTEK-TELLIER

Etaient absents : Messieurs CHIVOT-GERIN-LESEUR-GIRONDE-PENET-BACHELET

Ont donné pouvoirs : CHIVOT (à BERTRAND) – PENET (à SMUTEK) – BACHELET (à DEMAY), GIRONDE (à TELLIER)

Secrétaire de séance : Madame GONCALVES Amélie, Secrétaire de Mairie

Monsieur le Maire,

- Rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme a été menée ;
- Précise qu'il convient maintenant de mettre en œuvre la procédure d'approbation et que préalablement à cette approbation, il est rappelé :
 - que dans le cadre de la notification du projet de modification simplifiée n°1 aux personnes publiques, aucune d'entre elles n'a émis de proposition nécessitant un ajustement du projet ;
 - qu'aucune observation n'a été déposée dans le registre mis à disposition du public ouvert en mairie du 15 septembre 2025 au 15 octobre 2025.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36, L.153-37, L.153-40, L.153-45 à L.153-48 ; ainsi que R.153-20 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Léger-aux-Bois approuvé par délibération du conseil municipal en date du 23 mai 2017 et ayant fait l'objet d'une modification approuvée le 24 février 2020 ;

Vu et considérant l'avis conforme délibéré n°2025-8849 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) en date du 8 juillet 2025 indiquant que la modification simplifiée n°1 du PLU de Saint-Léger-aux-Bois n'est pas soumise à évaluation environnementale ;

Vu le projet de modification simplifiée n°1 du PLU mis à disposition du public du 15 septembre 2025 au 15 octobre 2025 et vu le registre ouvert à cet effet sur lequel aucune remarque n'a été effectuée ;

Considérant qu'il est rappelé le contenu du projet de modification simplifiée n°1 du PLU, à savoir la délimitation d'un secteur « Ap » au sein de la zone agricole afin d'autoriser l'implantation d'une antenne téléphonique ;

Considérant que le projet de modification simplifiée a été notifié aux Personnes Publiques Associées conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme ;

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Saint-Léger-aux-Bois, tel qu'il est présenté au conseil municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal, à l'unanimité :

Approuve la modification simplifiée n°1 du PLU de Saint-Léger-aux-Bois telle qu'elle est annexée à la présente délibération ;

Dit que la modification simplifiée n°1 du Saint-Léger-aux-Bois sera tenue à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat ainsi que sur le GéoPortail de l'urbanisme,

Acte que la présente délibération sera affichée à la Mairie pendant 1 mois, et mention en sera faite en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de l'Oise,

Rappelle que cette délibération ne sera exécutoire qu'à compter de sa publication et de sa réception en Préfecture conformément à l'article L.153-48 du Code de l'urbanisme.

Charge Monsieur le Maire d'adresser cette délibération à la Préfecture du département de l'Oise.

Adopté à l'unanimité des membres présents
Pour extrait conforme



Le Maire
Sylvain BERTRAND



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France,
sur l'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé par
la commune de Saint-Léger-aux-Bois (60) sur la modification
simplifiée N°1 de son plan local d'urbanisme**

n°GARANCE 2025-8849

Avis conforme
rendu en application
du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 8 juillet 2025, en présence de Hélène Foucher, Philippe Gratadour, Guy Hascoët, Pierre Noualhaguet, Anne Pons et Martine Ramel ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-33 à R.104-38 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 18 avril 2023 portant désignation d'un président de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 5 juillet 2024 portant cessation de fonction et nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche du 21 janvier 2025 portant cessation de fonction et nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) réalisé pour avis conforme et déposé par la commune de Saint-Léger-aux-Bois (60), le 12 mai 2025 relatif à la modification simplifiée

N°1 de son plan local d'urbanisme ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 6 juin 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. la modification concerne le règlement écrit et graphique afin de délimiter un sous-secteur Ap de 400 m², au sein de la zone agricole, autorisant l'installation d'une antenne de téléphonie mobile ;
2. il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le Code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ;

Rend l'avis qui suit :

La modification simplifiée N°1 du plan local d'urbanisme de Saint-Léger-aux-Bois (60) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Un nouveau dossier d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis conforme, fait l'objet de modifications.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 8 juillet 2025

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Son Président



Philippe GRATADOUR



PLAN LOCAL D'URBANISME

07U19

Rendu exécutoire le

Le Maire,

Le Maire
Christian HAVEZ



ACTES ADMINISTRATIFS

Date d'origine :

Février 2020

0

PLU approuvé le 12 Juillet 2016 - Etude réalisée par d + h Architecture Environnement

Modification n°1 - APPROBATION - Dossier annexé
à la délibération municipale du **24 Février 2020**

Urbanistes :

Mandataire : ARVAL

Agence d'Urbanisme ARVAL
Sarl MATHIEU - THIMONIER - CARRAUD
3 bis, Place de la République - 60800 CREPY-EN-VALOIS
Téléphone : 03 44 94 72 16 - Fax : 03 44 94 72 01
Courriel : Nicolas.Thimonier@arval-archi.fr

Equipe d'étude :

N. Thimonier (Géog-Urb)

SOUS-PREFECTURE
11 AVR. 2019
DE COMPIEGNE (OISE)

Commune de SAINT-LEGER-AUX-BOIS

Séance du 4 avril 2019

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N°10/19

Date de convocation : 25 mars 2019

Date d'affichage : 25 mars 2019

Nombre de conseillers en exercice : 11

Nombre de conseillers présents : 8

Objet de la délibération : **MODIFICATION N° 1 DU PLU**

Membres présents : Mesdames et Messieurs HAVEZ-BEREAUX-REGNIER-THIRIET-LE CAM-BONTE-DROUET- LEROY

Membres absents, excusés : Mesdames et Messieurs PLATEL (pouvoir C. HAVEZ) - GOBIN (pouvoir T. DROUET) - KUREK

L'an deux mil dix-neuf, le quatre avril, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de monsieur Christian HAVEZ, Maire.

Madame LEROY est désignée secrétaire de séance.

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-36 et L 153-37 (article L 123-13 jusqu'en décembre 2015).

Vu la délibération du conseil municipal du 23 mai 2017 approuvant le PLAN LOCAL D'URBANISME.

Monsieur le Maire expose les raisons qui conduisent la commune à engager la modification n°1 du plan local d'urbanisme pour apporter des ajustements au contenu réglementaire des zones urbaines qui sont :

- ajustement du contenu du règlement à l'article 2 de la zone UA et de la zone UB (dimension des annexes isolées de la construction principale),
- ajustement du contenu du règlement à l'article 6 de la zone UA et de la zone UB (possibilité d'extension des constructions existantes situées au delà de la bande constructible par rapport à la voie publique),
- rectification à l'article 11 de la zone UA et de la zone UB concernant l'implantation des vérandas,
- rectification de la rédaction du règlement de la zone UE,
- autres points à intégrer en cours d'étude, si besoin.

Considérant en conséquence la nécessité d'apporter les ajustements au dossier PLU qui permettront de répondre aux objectifs visés ci-dessus,

APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DE MONSIEUR LE MAIRE ET EN AVOIR DELIBERE

Le conseil municipal décide :

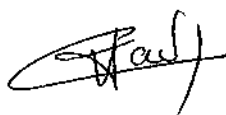
- 1- de donner un avis favorable au lancement de la procédure de modification du plan local d'urbanisme
- 2- de charger le cabinet d'urbanisme ARVAL DE Crépy-en-Valois de réaliser les études nécessaires à la modification
- 3- de donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la modification du plan local d'urbanisme
- 4- d'inscrire au budget de l'exercice 2019 chapitre ... article ... les crédits destinés au financement des dépenses afférentes

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,

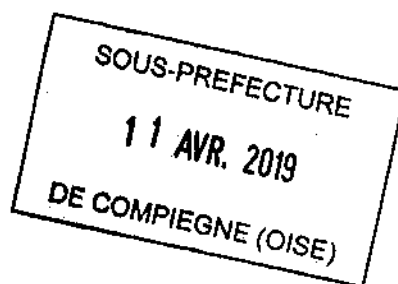
Fait à SAINT-LEGER-AUX-BOIS, le 4 avril 2019

Le Maire,

Christian HAVEZ



Certifié exécutoire
Compte tenu de la transmission
En préfecture, le
Et de la publication le
Le Maire,





Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale (MRAE) Hauts-de-France,
après examen au cas par cas,
sur la modification n°1
du plan local d'urbanisme
de la commune de Saint-Léger-aux-Bois (60)**

n°GARANCE 2019-3794

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 modifié et l'arrêté du ministre de la transition écologique et solidaire du 30 avril 2019 portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes), déposée complet le 22 août 2019 par la commune de Saint-Léger-aux-Bois, relative à la modification n°1 du plan local d'urbanisme de Saint-Léger-aux-Bois dans le département de l'Oise (60) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 13 septembre 2019 ;

Considérant que la modification consiste à :

- modifier le règlement écrit :
 - article 2 des zones UA, UB et 1AU concernant la superficie des garages et annexes non accolées à la construction principale ;
 - article 6 des zones UA et UB concernant les possibilités d'aménagement des habitations existantes situées à plus de 25 mètres de la voie publique qui les desserts ;
 - article 11 des zones UA et UB concernant les principes d'implantation des vérandas sur une construction existante ;
 - rectification de la rédaction du règlement de la zone UE (articles 6, 7 et 10) ;
- compléter les orientations d'aménagement et de programmation, en rappelant que l'aménagement du secteur est nécessairement soumis à une opération d'ensemble afin d'éviter qu'un projet isolé ne remette en cause l'aménagement du reste du secteur ;
- ajouter un document graphique portant sur les servitudes d'utilité publique ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme de Saint-Léger-aux-Bois n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Léger-aux-Bois, présentée par la commune de Saint-Léger-aux-Bois, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de consultation du public.

Fait à Lille, le 23 octobre 2019,

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France
Sa présidente



Patricia Corrèze-Lénée

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale
DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMIENS

09/05/2019

N° E19000077 /80

LA PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire

Vu enregistrée le 7 mai 2019, la lettre par laquelle le maire de Saint-Léger-aux-Bois (Oise) demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

- *la modification du plan local d'urbanisme de Saint-Léger-aux-Bois ;*

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2019 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Madame Dominique CIAVATTI, directrice des services pénitentiaires en retraite, est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au maire de Saint-Léger-aux-Bois et à Madame Dominique CIAVATTI.

Fait à Amiens, le 09/05/2019

La présidente,

Catherine FISCHER-HIRTZ

EXTRAITS DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

SOUS-PREFECTURE

29 NOV. 2019

DE COMPIEGNE (OISE)



Arrêté de mise à l'enquête publique

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L 123-13 (articles L 153-36 et L 153-37 au 1er janvier 2016) ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 4 avril 2019 prescrivant la modification du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Amiens en date du 9 mai 2019 désignant Madame Dominique CIAVATTI en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire ; en cas d'empêchement, un Commissaire Enquêteur suppléant pourra être nommé après interruption de l'enquête ;

Vu les avis des différents services auxquels le projet de modification a été notifié ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'Enquête Publique ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Il sera procédé à une enquête publique pour une durée de 30 jours, à compter du 12 décembre 2019 sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme.

Article 2 :

Madame Dominique CIAVATTI, directrice des services pénitentiaires en retraite a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur titulaire par M le président du tribunal administratif.

Article 3 :

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie pendant 30 jours consécutifs, du 12 décembre 2019 au 13 janvier 2020 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier, disponible en mairie, en version papier ou en version informatique, et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au Commissaire enquêteur qui les visera et les annexera audit registre à l'adresse : mairie, 1 rue de l'Eglise 60170 Saint-Léger-aux-Bois. Il sera également possible de faire parvenir ses observations pendant la durée de l'enquête publique par courrier électronique, à l'adresse suivante : epstleger@orange.fr

Le dossier sera également consultable, pendant la durée de l'enquête publique, sur le site internet suivant : <http://www.saintlegerauxbois60.fr>

Pendant l'enquête publique, toute personne peut, sur demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du maire.

Article 4 :

Le commissaire enquêteur se tient à la disposition des personnes qui demandent à être entendues. Il les recevra à la mairie, les : jeudi 12 décembre 2019 de 9 heures à 11 heures, vendredi 27 décembre de 13 h 30 à 15 h 30, lundi 13 janvier de 9 heures à 11 heures.

Article 5 :

A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 3, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire de la commune le dossier avec son rapport comportant ses conclusions motivées.

Article 6 :

Une copie de ce rapport et des conclusions sera adressée au Préfet, ainsi qu'au Président du Tribunal Administratif.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés en Mairie aux heures d'ouverture du secrétariat pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 7 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié par les soins du Maire, 15 jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête dans les journaux désignés ci-après :

- le courrier picard
- le parisien

Cet avis sera affiché notamment à la mairie et autres lieux fréquentés par le public et publié par tout autre procédé en usage dans la commune.

Un exemplaire des journaux dans lesquels auront été publiés les avis sera annexé au dossier soumis à l'enquête, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la 1^{ère} insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la 2^{ème} insertion.

Article 8 :

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification du PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur sera approuvé par délibération du Conseil Municipal.

Article 9 :

Le présent arrêté sera adressé:

- au commissaire enquêteur,
- au préfet ou sous-préfet.

Fait en mairie, le 26 novembre 2019

Le Maire,
Christian HAVEZ



Commune de SAINT-LEGER-AUX-BOIS

Séance du 24 février 2020

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 05/20

Date de convocation : 18 février 2020

Date d'affichage : 18 février 2020

Nombre de conseillers en exercice : 11

Nombre de conseillers présents : 8

Objet de la délibération : **MODIFICATION N°1 du PLAN LOCAL D'URBANISME**
Rectifications proposées au PLU avant son approbation

Membres présents : Mesdames et Messieurs HAVEZ-BEREAUX-REGNIER-THIRIET-LE CAM-BONTE-DROUET- LEROY

Membres absents, excusés : Mesdames et Messieurs PLATEL - GOBIN - KUREK

L'an deux mil-vingt, le vingt-quatre février, à dix-neuf heures,
Le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de monsieur Christian HAVEZ, Maire.
Madame LEROY est désignée secrétaire de séance

Monsieur le Maire,

- rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles la modification du plan local d'urbanisme a été menée –
- précise qu'il convient maintenant de mettre en œuvre la procédure d'approbation, mais que préalablement à son approbation il y a lieu d'apporter quelques rectifications suites à la consultation des personnes publiques et à l'enquête publique.
- présente les propositions de modifications

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-1 et suivants (articles L 151-1 et suivants depuis janvier 2016), R 123-1 et suivants (articles R.151-1 et suivants et R.153-1 et suivants depuis janvier 2016), et L.123-13 (article L 153-36 depuis janvier 2016),

Vu la délibération municipale en date du 4 avril 2019 lançant la procédure de modification du plan local d'urbanisme,

Vu les avis émis par les personnes publiques à qui le dossier a été notifié,

Vu l'arrêté municipal en date du 26 novembre 2019 mettant le projet de modification du PLU à enquête publique qui s'est déroulée du 12 décembre 2019 au 13 janvier 2020,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 11 février 2020,

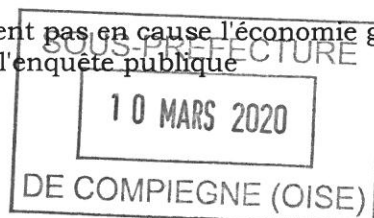
Considérant que les résultats de ladite enquête publique et l'avis des personnes publiques consultées nécessitent quelques rectifications du projet qui ne portent pas atteinte à l'économie générale du dossier soumis à l'enquête publique

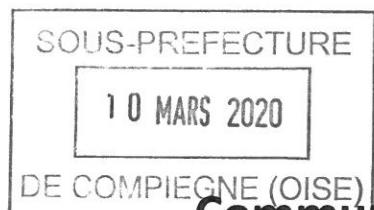
Après avoir entendu l'exposé du maire
le conseil municipal après avoir délibéré

Considérant que les modifications proposées ne remettent pas en cause l'économie générale de la modification du plan local d'urbanisme soumise à l'enquête publique

Décide :

- d'apporter certaines modifications demandées





Département de l'OISE
Arrondissement de COMPIEGNE
Canton de THOUROTTE

Commune de SAINT-LEGER-AUX-BOIS

Séance du 24 février 2020

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 06/20

Date de convocation : 18 février 2020

Date d'affichage : 18 février 2020

Nombre de conseillers en exercice : 11

Nombre de conseillers présents : 8

Objet de la délibération : **MODIFICATION N°1 du PLAN LOCAL D'URBANISME
APPROBATION**

Membres présents : Mesdames et Messieurs HAVEZ-BEREAUX-REGNIER-THIRIET-LE CAM-BONTE-DROUET- LEROY

Membres absents, excusés : Mesdames et Messieurs PLATEL - GOBIN - KUREK

L'an deux mil-vingt, le vingt-quatre février, à dix-neuf heures,

Le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de monsieur Christian HAVEZ, Maire.

Madame LEROY est désignée secrétaire de séance

Monsieur le Maire,

Rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles la modification du plan local d'urbanisme a été menée

Précise qu'il convient maintenant de mettre en œuvre la procédure d'approbation, que préalablement à son approbation quelques modifications suites à la consultation des personnes publiques et à l'enquête publique ont été apportées par délibération du conseil municipal de ce jour

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L153-37,

Vu la délibération du conseil municipal du 23 mai 2017 approuvant le plan local d'urbanisme,

Vu la délibération municipale en date du 4 avril 2019 prescrivant la modification du plan local d'urbanisme,

Vu les avis émis par les personnes publiques,

Vu l'arrêté municipal 26 novembre 2019 mettant le projet de modification du PLU à enquête publique qui s'est déroulée du 12 décembre 2019 au 13 janvier 2020

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 11 février 2020

Considérant que le PLU tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément à l'article R153-43 du code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal décide :

- d'approuver la modification du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans le journal suivant, diffusé dans le département :

- le PLU modifié ainsi approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture et à la sous-préfecture.

La présente délibération du conseil municipal deviendra exécutoire :

A compter de la transmission au Préfet

Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus

Copie de cette délibération, accompagné du dossier de modification du P.L.U. qui lui est annexé, sera adressée :

au Préfet de l'Oise

au Sous-Préfet de Compiègne

au Directeur Départemental des Territoires

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,

Fait à SAINT-LEGER-AUX-BOIS, le 24 février 2020

Le Maire,

Christian HAVEZ



Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En préfecture, le

Et de la publication le

Le Maire,



Saint-Léger-Aux-Bois

Plan Local d'Urbanisme

Pièces administratives

Vu pour être annexé à la délibération du
arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme.

Cachet de la Mairie et signature du Maire :

Dossier réalisé par le cabinet de conseils :

M.T. Projets

9 Rue du Château Mouzin

51420 Cernay-les-Reims

www.mt-projets.com

Département de l'OISE

Arrondissement de COMPIEGNE

Canton de RIBECOURT-DRESLINCOURT

Commune de SAINT-LEGER-AUX-BOIS

Séance du 19 décembre 2013

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 39 /13

Date de convocation : 12 décembre 2013

Date d'affichage : 12 décembre 2013

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de conseillers présents : 12

Objet de la délibération : **ELABORATION DU PLU**

DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PADD

L'an deux mil treize, le dix-neuf décembre, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Bernard CARDON, Maire.

Membres présents : Mesdames et Messieurs CARDON-VERMERSCH-LEROY-LE
CAM-PREVOST-KUREK-BEREAUX-ZANIN-COLLAY-GERIN-GOBIN-
RONDEL

Membres excusés, absents : Mesdames et Messieurs

BOUTTEFORT-MAROUX-CHOQUET-

Madame R. VERMERSCH a été élue secrétaire.

Monsieur le Maire donne lecture de l'exposé suivant :

Il est rappelé que la loi relative à la Solidarité et au renouvellement urbain (SRU) a remplacé les Plans d'Occupation des Sols par les Plans Locaux d'Urbanisme.

La principale nouveauté du Plan Local d'Urbanisme est le « Projet d'Aménagement et de Développement Durable qui constitue la pierre angulaire du projet communal des années à venir.

La loi Urbanisme et Habitat (UH) a clarifié la portée de ce document pour permettre le débat sans vote en Conseil Municipal.

Après l'établissement d'un diagnostic territorial comportant une analyse de la situation actuelle de la commune au regard des prévisions socio-économiques et présentant l'état initial de l'environnement, le projet d'aménagement et de développement durable doit vous être présenté.

Après avoir dégagé les enjeux propres au développement territorial de la commune, le bureau d'étude M.T. Projets a présenté le projet d'aménagement et de développement durable le 14 novembre 2013.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir donner acte du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 et la loi Urbanisme et Habitat n° 2003-590 du 2 juillet 2003 modifiant le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 7 mai 2010 prescrivant la révision du POS et l'élaboration du PLU ;

Considérant le Projet d'Aménagement et de Développement Durable présenté au débat ;

Considérant que le Conseil Municipal est appelé à débattre des orientations générales du Plan Local d'Urbanisme sans vote ;

Le Conseil Municipal,

Après en avoir débattu, émet les principales remarques suivantes :

- souhaite intégrer un accueil péri-scolaire ou tout autre bâtiment public dans la zone d'équipement d'intérêt général pour un développement communal cohérent et structurel.

- Souhaite intégrer le maintien des massifs forestiers pour un développement communal durable.

Monsieur le Maire demande si d'autres interventions sont souhaitées, fait le constat qu'aucun autre élu ne souhaite prendre la parole.

En conséquence, le débat est clos, la délibération n'est pas soumise au vote.

Fait à SAINT-LEGER-AUX-BOIS, le 19 décembre
2013

Le Maire,

Jean-Bernard CARDON

Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En préfecture, le

Et de la publication le

Le Maire,

Jean-Bernard CARDON

Département de l'OISE

Arrondissement de COMPIEGNE

Canton de RIBECOURT-DRESLINCOURT

Commune de SAINT-LEGER-AUX-BOIS

Séance du 6 novembre 2014

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N°55/14

Date de convocation : 27 octobre 2014

Date d'affichage : 27 octobre 2014

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de conseillers présents : 12

Objet de la délibération : ***arrêt du projet et bilan de la concertation du plan local d'urbanisme en cours d'élaboration***

L'an deux mil quatorze, le six novembre, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de monsieur Christian HAVEZ, Maire

Membres présents : Mesdames et Messieurs BERAUX-BONTE-DROUET-GOBIN-GUIOT-HAVEZ-HENIN-LE CAM-PLATEL-REGNIER -LEROY-THIRIET

Membres absents : Mesdames et Messieurs KUREK-LEGER (pouvoir C. HAVEZ)-LECLERC (pouvoir L GUIOT)

Madame LE CAM est désignée secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme (P.L.U.) a été élaboré, à quelle étape de la procédure il se situe, et présente le projet de plan local d'urbanisme en cours d'élaboration.

Le conseil municipal,

Vu la délibération en date du 7 mai 2010 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

Considérant qu'un débat a eu lieu le 19 décembre 2013 au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ;

Entendu l'exposé de monsieur le Maire ;

Vu le projet de plan local d'urbanisme en cours d'élaboration et notamment le projet d'aménagement et de développement durable, le rapport de présentation, les orientations d'aménagement, les documents graphiques, le règlement et les annexes ;

Vu la phase de concertation menée en mairie du 7 mai 2010 au 6 novembre 2014 et notamment la réunion publique effectuée le 12 décembre 2013 ;

Considérant que le projet de plan local d'urbanisme en cours d'élaboration est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration et aux EPCI directement intéressés ;

Après en avoir délibéré

Arrête le projet de plan local d'urbanisme en cours d'élaboration de la commune de Saint-Léger-aux-Bois tel qu'il est annexé à la présente ;

Approuve le bilan de la concertation :

La concertation a pris la forme suivante :

- ✓ ouverture d'un registre en mairie pour y consigner les observations
- ✓ réunion publique
- ✓ affiches

A cela, se sont rajoutés de très nombreux rendez-vous avec le conseil municipal, des réunions avec la communauté de communes, la chambre d'agriculture, la DDT, le Conseil Général de l'Oise et des porteurs de projet dans la commune.

L'ensemble de cette concertation a permis d'apporter des précisions très utiles pour permettre aux élus de construire le projet communal.

Ainsi, à l'issue de cette phase, le conseil municipal a débattu des orientations du PADD lors de sa séance du 19 décembre 2013 qui sont, pour rappel

- un développement démographique raisonné
- une densification de l'espace bâti existant
- une offre en logement diversifiée et adaptée à la commune
- une zone d'équipement d'intérêt général en vue de la construction d'un groupement scolaire
- un patrimoine à protéger
- la lutte contre la fracture numérique et le développement de l'accessibilité aux communications numériques.
- le respect des besoins de l'activité agricole

- le maintien des activités existantes (commerces, artisans, ou autres
- la détermination des futures zones urbanisables
- le projet d'aménagement et de sécurisation des entrées et de la traverse du village.

Après avoir tiré le bilan de la concertation conformément à l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme, la commune peut ainsi arrêter le projet du PLU, dont le dossier est annexé à la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,

Fait à SAINT-LEGER-AUX-BOIS, le 6 novembre 2014

Le Maire,

Christian HAVEZ

Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En préfecture, le

Et de la publication le

Le Maire,